AÏN DEFLA

Quand l'eau est disponible et que la bonne gestion fait défaut

Il y a 4 ans, on avait promis à des populations qu'elles allaient disposer de l'eau potable 24h/24, et ce dans 30 communes. Où en est-on ? Très loin semble-t-il.

Dans le souci de dresser un tableau sans complaisance de la situation, les élus de l'APW se sont divisés en deux groupes et ont sillonné les 14 daïras et pris connaissance de la situation qui prévaut dans les 36 communes, cette opération d'envergure entre dans le cadre du lourd dossier sur les ressources hydriques et surtout sur la mise à la disposition des citoyens de l'eau potable.

Dans les six daïras de l'est de la wilaya à savoir Djendel, Aïn Lechiakh, Hammam Righa et Khemis Miliana, qui regroupent pas moins de 15 des 36 communes, la situation est des plus préoccupantes.

La daïra de Boumedfaâ est confrontée à deux problèmes majeurs à savoir l'absence de nappes aquifères, les quelques forages ne donnent que des débits très insuffisants et la région Est reçoit de l'eau au moyen d'une conduite de 12 km à partir des hauteurs de Djendel, une eau qu'on dit insipide, saumâtre et qui de plus contient un taux de nitrates trop élevé d'une part et d'autre part, le second problème étant celui des pompes qui «grillent» trop fréquemment, provoquant ainsi des coupures récurrentes qui durent parfois des jours, déjà que quand tout va bien, les habitants ne reçoivent de l'eau qu'une fois tous les deux jours, voire 3 ou 4 jours à raison de pas plus d'une 1/2 h à chaque fois. Pour résoudre ces graves pénuries, on propose une réfection totale du réseau de distribution et l'alimentation de la daïra en eau potable à partir du barrage El Moustakbal sur les hauteurs de Boumedfaâ mais destiné pour une très importante part à alimenter la wilaya de Blida. Cette proposition fait l'unanimité de tous et serait l'unique solution.

La daïra de Aïn Lechiak puise son eau dans la commune de Aïn Soltane par une amenée de 10 km, une amenée décrite comme une véritable passoire à force de branchements illicites qui laissent tout le monde indifférent même quand ces piquages clandestins, au vu et au su des responsables et élus locaux, servent à l'irrigation des cultures quand elle ne coule pas dans les rigoles, gaspillée, perdue, au détriment des habitants résidants sur les hauteurs. Le pire, indique-t-on, est que personne ne paie l'eau ni les riches ni les pauvres, alors qu'elle peut être une source de recettes non négligeable pour la commune qui se contente des subsides des PCD (plans communaux de développement)

Dans la daïra de Hammam Righa, la ressource hydrique existe et les réseaux de distribution généralement refaits à neuf mais là, on n'hésite pas à le dire, c'est une affaire de mauvaise gestion des responsables affectés qui, affirme-t-on, n'ont ni les compétences requises ni la bonne volonté de gérer harmonieusement l'eau, source de vie. Là aussi, nombreux sont les secteurs où les habitants ne voient leurs robinets couler pas plus d'une demi-heure par jour et de temps en temps. Notons que Hammam Righa est alimentée à partir du barrage El Moustakbal mais que là aussi, ce sont les pompes qui tombent en panne trop souvent, et « on se pose la question sur la qualité des équipements acquis», déclare-t-on. Djendel dispose de 10 forages, de 21 réservoirs d'une capacité totale de 4 610 m³ mais l'eau est boudée par la population, suspectée de contenir des taux élevés de nitrates et même de pesticides inhérents à leur utilisation abusive dans l'agriculture. Là aussi, la solution idéale préconisée est d'alimenter la daïra à partir du barrage de Oued Chorfa situé sur son territoire, le barrage de Ghrib qui a alimenté Alger pendant des années à raison de 150 000 m³ par jour. De l'avis d'un responsable local, concernant les pertes, Khemis Miliana tient le record. Selon cette source, les pertes sont estimées à 43 % du volume acquis. Des casses, des fuites, des pertes dont personne ne se soucie, certaines durent depuis des mois, des mois que l'eau va dans les caniveaux, endommageant sérieusement chaussées et trottoirs. Depuis le début de l'été dernier, la commune de Khemis Miliana a reçu une enveloppe de 60 milliards de centimes pour la rénovation complète du réseau de distribution. On a creusé partout et dans tous les quartiers et les tranchées, pour la plupart, ne sont pas rebouchées ou mal rebouchées, juste quelques pelletées de tout-venant que les eaux pluviales se dépêchent de charrier et obstruer les caniveaux. On rappelle que Khemis Miliana tout comme Sidi Lakhdhar sont alimentées en eau potable à partir de Sidi Ahmed Bentaïba, situé sur les hauteurs d'Arrib. La ressource est largement disponible certes, mais les pertes sont considérables. Concernant les désagréments que subissent les citoyens, et surtout le réseau d'assainissement qui reçoit les terres jetées à la va-vite sur les tranchées creusées, le maire de la ville a indiqué que «nous avons fait constater les atteintes au réseau d'assainissement, et ce, par un procès-verbal dressé par un huissier de justice et nous avons saisi l'autorité centrale de la wilaya, maître de l'ouvrage, pour rappeler à l'entreprise le respect du cahier des charges».

Dans toutes les daïras qui ont reçu la visite de la commission, on ne se cache plus pour dénoncer la manière dont est gérée la ressource hydrique et tous les doigts sont pointés en direction de l'Algérienne des eaux (ADE). «Au début de son apparition, l'ADE a tout reçu des communes, les employés, les équipements et même le parc roulant. Parfois et souvent même, ce sont les APC qui achètent les pompes qui grillent en série, l'ADE se contente de facturer l'eau aux APC ou aux citoyens…» Un autre responsable aussi enfonce le clou.

«L'eau est facturée à 6 fois son prix de revient, c'est scandaleux pour une entreprise où tout est bénéfice.» Un autre responsable dira aussi, outré : «Un des nombreux responsables qui se sont succédé à la tête de l'ADE est allé encore plus loin quand il lui a été demandé de procéder à des réparations sur les avaries du réseau,… je me suis vu répondre, moi j' achète et je vends l'eau, le réseau n'est pas mon affaire.»

Karim O.

BÉJAÏA

Une centaine d'exposants à la 17e foire de l'olive

Une centaine d'exposants étaient présents, jeudi en fin d'après-midi, à Akbou, à l'ouest de la ville de Béjaïa, à l'ouverture de la 17e édition de la foire de l'olive, inscrite cette saison sous le signe de l'amélioration de la qualité des produits oléicoles.

Populaire et convivial, l'événement a drainé d'emblée la foule, venue découvrir les variétés et les saveurs du terroir et faire quelques emplettes.

Si l'olive et l'huile y sont déclinées à profusion, et célébrées sous toutes leurs formes, couleur et couture, l'occasion a fait aussi, en effet, la part belle aux autres produits agricoles, notamment le miel, la figue, ou les produits de l'artisanat, dont la présence a manifestement coloré les lieux d'exposition, enrichis, par ailleurs, par les stands des négociants en matériel agricole ou en produits phytosanitaires.

Etalé sur trois jours, l'événement, au-delà de son caractère commercial, est aussi une occasion pour les professionnels d'échanger et de débattre sur l'état de la filière oléicole dans la wilaya, et entrevoir les moyens d'améliorer ses rendements et ses prestations mais aussi son organisation.

D'aucuns estiment en effet, qu'au-delà des productions annuelles, très versatiles au demeurant, car obéissant toujours à la règle de l'alternance des saisons qui veut qu'à une bonne campagne succède une de mauvaise, la carence essentielle de la filière réside dans l'absence d'organisation professionnelle (coopérative, groupe d'intérêts communs, etc.) dont le défaut limite fortement son expansion.

L'exemple couramment avancé reste «les tentatives d'exportations qui continuent à se faire de façon isolée et qui trouveraient matière à être rentabilisées, si elles étaient conduites de façon groupée et dans un cadre organisé», déplore le directeur des services agricoles qui ne désespère pas pour autant de voir les choses s'améliorer.

Et l'occasion de la foire est opportunément saisie, pour sensibiliser les acteurs de la filière sur ces modes modernes de regroupement, mais aussi sur toutes les actions à entreprendre en vue de vitaliser le verger oléicole en amont et dynamiser, en aval, celles en mesure de soutenir la production et sa qualité, qu'il s'agisse de collecte d'olives, de conditionnement, de transformation ou d'emballage, souligne-t-on.

Une dizaine de conférences-débats sont prévues dans ce contexte et des experts, venus de France, y participent pour présenter l'expérience de leur pays, étendue à la problématique de création d'entreprises, un nouveau créneau envisagé pour attirer l'investissement et générer les richesses.

Pour cette saison, la campagne oléicole reste moins intéressante que la précédente, les prévisions tablant seulement sur une production de 12 millions de litres d'huile, contre 16,8 en 2013.

A ce jour, 9 millions de litres ont été collectés sur un volume d'olives trituré de quelque 373 000 quintaux.

«A son échéance, à la fin du mois de février, il est plausible d'atteindre l'objectif de 12 millions de litres», affirme M. Bouaziz Noui, qui considère le rendement au-dessus de la moyenne, notant que le verger a eu à souffrir de conditions climatiques et sanitaires défavorables. En plus du stress hydrique du début de l'été, les plantations ont souffert des dégâts occasionnés par une mouche nuisible, rappelle-t-on.

(APS)

DJELFA

Les cimetières à l'abandon

Qui ne se rappelle pas d'un être cher qui n'est plus de ce monde ? On a tous enterré au moins un membre de la famille. Qui ne se rappelle pas de ce qu'il disait ou ce qu'il faisait de son vivant ? Les traditions veulent qu'on visite sa tombe les vendredis, les jours fériés ou lors des fêtes religieuses. Le cimetière, ce lieu sacré, n'est plus comme auparavant. Ce lieu de recueillement à la mémoire des morts est aujourd'hui complètement à l'abandon. Pendant la nuit, le cimetière devient un endroit privilégié des jeunes délinquants. Les tombes sont à l'abandon et complètement détruites. Les pierres tombales disparaissent chaque jour. Les citoyens qui veulent refaire des tombes ne peuvent le faire à cause de l'anarchie qui y règne. Aucun alignement des tombes n'est assuré. Leur piétinement devient obligatoire pour arriver près de l'être perdu. Des petits chemins sont utilisés entre les tombes par des citoyens, comme raccourci, entre… deux cités !! Les sachets et les bouteilles en plastique sont partout. L'APC ne fait rien pour améliorer la situation, et les nombreuses doléances des citoyens sont restées vaines. Le plus grand cimetière de la ville (El-Khadra) devient de plus en plus saturé. Ne faut-il pas penser à un autre endroit approprié pour un nouveau cimetière ? Ne faut-il pas avoir un brin d'intérêt pour cet endroit qui est notre destination finale à tous ? Une réhabilitation urgente de ces lieux doit être réalisée. L'initiative très appréciée des scouts de la ville, qui ont essayé ces derniers jours de nettoyer ce cimetière, n'a pas trouvé l'aide nécessaire des responsables communaux. Les autorités locales doivent savoir que les morts gardent au moins un droit : celui d'être respectés dans leurs tombes.

Bekaï Bensaïd